

moyen de l'éliminer à l'avenir en l'incorporant à la loi de coordination.

L'hon. M. MURDOCK: Je suis entièrement de l'avis de mon honorable ami. C'est même ce que nous avons fait au point, je crois, que, de tous ces bureaux conjoints, nous n'en payons plus que 50 pour 100.

L'hon. M. STEVENS: Combien de bureaux y a-t-il à part ceux qui tombent sous la loi de coordination?

L'hon. M. MURDOCK: Je crois qu'il n'y en a que deux, un à Moncton, Nouveau-Brunswick, et un autre, à Chatham, Nouveau-Brunswick, mais la réduction n'en est pas moins de moitié.

M. IRVINE: Le ministre pourrait-il me dire si nous devons ces \$1,200,000 pour ce qui a été fait en vue d'atténuer le chômage l'année dernière?

L'hon. M. MURDOCK: Nous en devons comme conséquence des dispositions du décret 191, C.P., mais, en grande partie, particulièrement dans l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Anglaise, à cause du coût plus élevé durant l'hiver, des travaux dont nous n'avons pas encore reçu les comptes des municipalités et des provinces; mais, les chiffres que j'ai indiqués n'ont-ils été calculés que le plus exactement que nous puissions le faire pour le moment.

M. IRVINE: Si le chômage a coûté \$1,200,000, l'année dernière, en plus du demi-million, qui a été accordé, comment le ministre s'attend-il de se tirer d'affaires avec \$100,000?

L'hon. M. MURDOCK: Si la situation relative au chômage, l'hiver prochain, est la même que l'hiver dernier, le crédit serait certainement insuffisant. Il est bon toutefois de faire preuve d'optimisme et d'espérer qu'avant la fin de l'année courante la situation se sera sensiblement modifiée pour le mieux de sorte que tous ceux qui veulent travailler seront en mesure de le faire.

(Le crédit est adopté.)

Etablissement de soldats sur les terres—Avances aux soldats s'établissant sur des terres et application de la loi d'établissement de soldats, y compris les traitements, \$12,000,000.

L'hon. R. J. MANION: Je tiens à faire observer au ministre (M. Stewart) qu'avec la meilleure volonté du monde, nous sommes obligés de demander que cet item soit laissé en suspens. Il s'agit d'un crédit susceptible de soulever une assez longue discussion, je prierais donc le ministre de remettre à plus

[L'hon. M. Stevens.]

tard l'examen de cet article pour étudier d'autres item qui n'exigeront peut-être pas autant d'explications.

L'hon. CH. STEWART (ministre de l'Intérieur): Je suis en mesure de fournir toutes les explications qu'exigera l'honorable député.

L'hon. M. STEVENS: De fait, le chef de l'opposition (M. Meighen) n'avait pas la moindre idée que nous aborderions ce soir l'examen de cet item. J'ai tout lieu croire qu'il désire être présent lorsque le crédit en question sera discuté, car il est très important. Nous pourrions peut-être examiner et adopter d'autres item du budget de l'honorable ministre.

(Le crédit est réservé.)

Pensions—Pensions à madame Fabre, \$1,000.

M. SPENCER: Pour quelle raison, le chiffre de cette pension est-il si élevé comparativement aux autres?

L'hon. M. FIELDING: Cette dame est la veuve d'un ancien commissaire du Canada à Paris. Je ne saurais donner l'explication exacte à mon honorable ami; cependant, l'item est adopté à chaque session depuis nombre d'années.

(Le crédit est adopté.)

Dépenses occasionnées par la loi de tempérance du Canada, \$35,000.

M. HANSON: Peut-on nous donner quelques explications relativement à cet item?

L'hon. M. COPP: Ce crédit servira aux dépenses d'élections qui pourraient survenir dans certaines localités au cours de l'année. Nous ne savons pas au juste s'il y aura des élections ou non.

M. CALDWELL: Des élections ou des plébiscites?

L'hon. M. COPP: Des plébiscites dans diverses localités.

L'hon. M. MANION: Ce crédit n'a rien à faire avec les élections fédérales?

L'hon. M. COPP: Pas du tout.

(Le crédit est adopté.)

Achat de 650 exemplaires du *Parliamentary Guide*, \$1,950.

M. CALDWELL: Au cours des dernières sessions, on distribuait des listes des députés par ordre alphabétique, donnant les circonscriptions qu'ils représentent ainsi que leurs adresses postale. Le Gouvernement a-t-il l'intention de faire la même chose cette année?